

3-Monsieur GOZE Deabone, de nationalité ivoirienne, planteur domicilié à Tiapoum,

4-Mademoiselle GOZE Gnade Marie, de nationalité ivoirienne, domiciliée à Tiapoum ;

5-Monsieur GOZE Digbeu Mathurin, de nationalité ivoirienne, domicilié à Tiapoum

6-Monsieur GOZE Glwladys, de nationalité ivoirienne domicilié à Tapoum ;

INTIMES

Comparant et concluant en leur personne ;

D'AUTRE PART

Sans que les présentes qualités puissent nuire ni préjudicier en quoi que ce soit aux droits et intérêts respectifs des parties en cause, mais au contraire et sous les plus expresses réserves des faits et de droit ;

FAITS: La Section de tribunal d'Aboisso, statuant en la cause, en matière civile, a rendu le jugement n° **063 du 24 mai 2017**, aux qualités duquel, il convient de se reporter ; Par exploit en date du **14 novembre 2017**, les nommés TENON Christian et BELHEM Seydou déclarent interjeter appel du jugement sus-énoncé et ont, par le même exploit assigné les Ayants Droit de feu SERY Gozé à savoir messieurs GOZE Okagnon, GOZE Oulaï Sébastien, GOZE Déabone GOZE Digbeu Mathurin, GOZE Glwadis et mademoiselle GOZE Gnadé Marie, à comparaître par devant la Cour de ce siège à l'audience du vendredi **08 décembre 2017**, pour entendre infirmer ledit jugement ;

Sur cette assignation, la cause a été inscrite sur le Rôle Général du Greffe de la Cour sous le n°**1837** de l'an **2017** ;

Appelé à l'audience sus-indiquée, la cause après des renvois a été utilement retenue le vendredi **18 mai 2018**, sur les pièces, conclusions écrites et orales des parties ;

Le Ministère Public à qui le dossier a été communiqué le **06 juillet 2018** a requis qu'il plaise à la Cour :

- Confirmer la décision entreprise ;
- Statuer sur ce que de droit sur les dépens ;

DROIT : En cet état, la cause présentait à juger les points de droit résultant des pièces, des conclusions écrites et orales des parties ;

La Cour a mis l'affaire en délibéré pour rendre son arrêt à l'audience du vendredi **08 février 2019** ;

Advenue l'audience de ce jour, vendredi **08 février 2019**, la cour vidant son délibéré conformément à la loi, a rendu l'arrêt suivant ;

LA COUR

Vu les pièces du dossier de la procédure ;

Oùï les parties en leurs demandes, fins et conclusions ;

Vu les conclusions du Ministère Public ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

EXPOSE DU LITIGE

Par exploit du 14 novembre 2017, messieurs Tenon Christian et Belhem Seydou ont attiré messieurs Goze Okagnon, Goze Oulaï Sebastien, Goze Deabonne, Goze Digbeu Mathurin , et mesdames Goze Glwadis et Goze Gnade Marie tous ayants droit de feu Sery Goze devant la juridiction de ce siège pour relever appel du jugement civil N° 63 rendu le 24 mai 2017 par la section de tribunal d'Aboisso dont le dispositif est le suivant :

« Déclare les ayants droit de feu Sery Gozé et M Tienon Christian relativement recevables en leurs demandes tant principale que reconventionnelle ;

AU FOND

Déclare les ayants droit de feu Sery Gozé bien fondés en leur demande principale ;

Dit et juge que feu Sery Gozé leur père a été titulaire d'un droit d'usage coutumier sur le bas

fond litigieux, droit qui leur est échu par la voie successorale ;

Ordonne conséquemment le déguerpissement de messieurs Tenon Christian et Belhem Seydou dudit bas-fond tant de leur personne, de leur bien que de tous occupants de leur chef ;

Ordonne l'exécution provisoire du présent jugement ;

Condamne les défendeurs aux dépens. »

Monsieur Tenon Christian explique que son père Tenon Pabemogo a acquis une parcelle d'une superficie de 02 ha 83 a contigüe à un bas fond auprès de monsieur Compaoré Karim ; Son géniteur lui ayant à son tour cédé la parcelle, il a décidé de mettre le bas fond en valeur ;

Dès l'entame des travaux, il s'est trouvé confronté à l'opposition des ayants droit de feu Sery Gozé qui revendiquait la propriété du site ;

Pour le règlement de ce litige, les deux parties se sont retrouvés à la chefferie de Tiapoum puis devant le sous préfet ;

L'autorité administrative ayant tranché en sa faveur, ses adversaires ont saisi le tribunal qui a rendu la décision querellée ;

Monsieur Belhem Seydou explique à son tour que son père est installé sur le site depuis 1940 avec l'accord du premier chef de canton de Tiapoum et que le bas fond litigieux est le prolongement des plantations de palmier à huile qu'il a créé sur la parcelle de son père ;

Il poursuit en disant qu'il a été assigné en déguerpissement par les intimés alors que c'est pour l'écoulement de ses produits que la société PALM-CI a créé une route séparant le bas fond de sa plantation ;

Les appelants reprochent au tribunal de s'être fondé sur un prétendu droit d'usage coutumier des intimés pour rendre sa décision ;

Que feu Sery Gozé n'a jamais été détenteur d'un quelconque droit sur la parcelle revendiquée contrairement à eux qui ont mis la parcelle en valeur ;

T

Ils affirment en effet qu'historiquement, le père de leurs adversaires de même que ses ayants droit n'ont jamais été reconnus comme les propriétaires du site querellé ;

Que c'est ce qui ressort de l'enquête diligentée par le sous préfet de Tiapoum et la Direction Départementale de l'Agriculture ;

Les appelants demandent donc que la Cour ordonne une expertise agricole et sollicite en conséquence l'infirmité du jugement attaqué ;

En répliques, les intimés expliquent qu'ils sont les descendants des fondateurs du village et possèdent à ce titre un domaine rural d'une contenance de 11 hectares dont 9 hectares ont été mis en valeur ;

Ayant décidé d'exploiter les 02 hectares restant, ils ont constaté que le site était occupé par les appelants, ils ont donc saisi le tribunal qui a ordonné leur déguerpissement ;

Ils sollicitent donc la confirmation de la décision critiquée ;

Le Ministère Public conclut qu'il plaise à la cour confirmer le jugement entrepris ;

SUR CE

Les parties ayant conclu, il y'a lieu de statuer contradictoirement ;

En la forme

L'appel ayant été interjeté dans les forme et délai prescrits par la loi, il est recevable ;

AU FOND

Sur la demande d'une expertise agricole

Les appelants demandent qu'une expertise agricole soit ordonnée ;

Il ressort cependant de l'analyse des pièces du dossier que le tribunal par jugement avant-dire-droit du 16 mars 2016 a ordonné une mise en état au cours de laquelle toutes les parties ont été entendues ;

C'est au vu du rapport du juge de la mise en état daté du 11 janvier 2017 que le jugement a été rendu le 24 mai 2017 ;

Dès lors, il est surabondant d'ordonner une autre mesure d'instruction ;

Il convient donc de rejeter cette demande comme mal fondée ;

Sur le bien fondé de l'appel

Les appelants sollicitent l'infirmité du jugement qui a ordonné leur déguerpissement du bas fond querellé ;

Il ressort cependant de l'analyse du dossier notamment le rapport de mise en état en date du 11 janvier 2017 que : « Le défendeur ne conteste pas l'occupation en premier lieu du bas fond litigieux par le père du demandeur. » ;

En clair, monsieur Tenon Christian reconnaît que le père des intimés a été le premier à exploiter le bas fond en cause ;

Par ailleurs, monsieur Tenon Christian explique dans son acte d'appel valant première conclusion daté du 14 novembre 2017 que : « ... le 11 mai 2006, le père de l'appelant, monsieur Tienon Pabemogo a acquis une parcelle d'une superficie de deux(02) hectares 83 ares auprès de monsieur Compaoré Karim, contigüe à un bas fond... » ;

Il ressort ainsi des déclarations de monsieur Tenon Christian que le bas fond en question ne fait pas partie de la parcelle acquise par son père ;

En outre, monsieur Belhem Seydou le second appelant, soutient dans le même acte que : « ... le bas fond objet du litige est le prolongement des plantations de palmiers à huile qu'il a créé sur la parcelle de son père... » ;

Ainsi, il reconnaît implicitement dans ses propres écritures que le site disputé n'est pas une partie intégrante de sa plantation puisqu'au regard des photos produites au dossier, le bas fond est séparé de sa plantation par la route menant au village 3 de la PALM-CI ;

Enfin, monsieur Famié Akattia Felix, maire de Tiapoum et médiateur désigné pour régler le litige

déclare en guise de conclusion à l'issue d'une séance de travail ceci : « Aussi ai-je demandé à Belem Seydou d'aller en famille pour solliciter auprès de ses parents c'est-à-dire de la famille Gozé Déaboué le bas fond en question afin que l'autorisation d'y travailler lui soit accordée. »

Au regard de tout ce qui précède, il apparaît clairement que le site querellé était exploité par les ascendants des intimés comme ils l'ont expliqué dans leurs écritures et il sied de dire que c'est à bon droit que le juge d'instance leur a reconnu des droits coutumiers sur le bas fond et ordonné le déguerpissement des appelants ; Il convient dès lors de déclarer leur appel mal fondé ;

Sur les dépens

Les appelants succombant, il y'a lieu de mettre les dépens à leurs charges ;

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, contradictoirement, en matière civile et en dernier ressort ;

En la forme

Déclare l'appel de messieurs Tenon Christian et Belhem Seydou recevable ;

Au fond

Les y dit mal fondés ;
Les déboute de leurs prétentions ;
Confirme le jugement attaqué ;
Met les dépens à leurs charges.

Ainsi fait, jugé et prononcé publiquement par la cour d'appel d'Abidjan (Côte d'Ivoire) les jour, mois et an que dessus.

Et ont signé le président et le greffier

N° 00282823
D.F: 24.000 francs
ENREGISTRE AU PLATEAU
Le 17 JUL 2019
REGISTRE A.J. Vol. 115 F° 153
N° 1156 Bord. 138 / 153
REÇU: Vingt quatre mille francs
Le Chef du Domaine, de
l'Enregistrement et du Timbre